



Direction départementale de la Protection des  
Populations de la Drôme  
Service protection de l'environnement  
Dossier suivi par : Sylvie BÉOLET  
Tél. : 04 26 52 21 61  
fax : 04 26 52 21 62  
mail : ddpp@drome.gouv.fr

PRÉFET DE LA DRÔME

- 3 NOV. 2017

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2017 310-0003**

**PORTANT MISE EN DEMEURE**

**AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSÉES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**à l'encontre de Monsieur Wilfrid RAILLON dont l'élevage de volailles est  
situé quartier Dégout à SAOU**

**Le Préfet de la DRÔME  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'élevages relevant du régime de l'autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°10-3322 du 11 août 2010 délivré à Monsieur Wilfrid RAILLON pour l'exploitation de 2 bâtiments permettant d'élever 45 000 animaux-équivalents sur la commune de Saoû et relevant la rubrique 3660-a/2111-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le récépissé de déclaration n°31/2014 du 16 avril 2014 relatif au changement notable non substantiel de l'élevage de Monsieur Wilfrid RAILLON relatif à la construction d'un troisième bâtiment d'élevage et à l'augmentation d'effectif à 53 000 animaux équivalents ;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées de la Direction Départementale de la Protection des Populations de la Drôme en date du 26 septembre 2017 transmis à l'exploitant par courrier en date du 26 septembre 2017 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement et faisant suite au contrôle sur site réalisé le vendredi 15 septembre 2017 de la parcelle d'épandage îlot n°13 faisant partie du plan d'épandage de l'exploitant ;

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 8 octobre 2017 de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que lors du contrôle du vendredi 15 septembre, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté des faits constituant un manquement aux dispositions de l'article 35, 2ème alinéa de l'arrêté ministériel du 27 décembre modifié susvisé ainsi qu'à l'article 33.6 de l'arrêté préfectoral n°10-3322 du 11 août 2010 s'appliquant à l'élevage de volailles de Monsieur Wilfrid RAILLON ;

**CONSIDERANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure Monsieur Wilfrid RAILLON de respecter les prescriptions dispositions des articles précités, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## **A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Monsieur Wilfrid RAILLON est mis en demeure dès à présent :

- de respecter l'article 35 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'élevage relevant du régime de l'autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;
- de respecter l'article 33.6, 1<sup>er</sup> alinéa de l'arrêté préfectoral n°10-3322 du 11 août 2010 exigeant que les animaux morts soient entreposés et enlevés par l'équarrisseur ;

**ARTICLE 2** : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3** : Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus aux articles R.514-3-1 et R.515-27 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur RAILLON Wilfrid. Une copie sera déposée en mairie de Saou et tenue à la disposition du public.

**ARTICLE 5** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme, le Directeur de la Protection des Populations, le Maire de la commune de Saoû sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Fait à Valence, le

**- 3 NOV. 2017**

Le Préfet,

Pour le Préfet, par déléguation  
Le Secrétaire Général

Frédéric LOISEAU